

Les pays pauvres ont déjà trop payé!
« Pour l'an 2000 : annulons la dette »

Campagne française pour l'annulation de la dette des pays pauvres très endettés

Les Nouvelles de la Dette

Lettre d'information – 9 mai 2000

n° 3

Les organisations
à l'initiative de la
campagne :

Agir ici
AITEC (Association
Internationale de
Techniciens, Experts
et Chercheurs)
CCFD (Comité
Catholique contre
la Faim et pour le
Développement)
CIMADE
CRID (Centre de
Recherche et
d'Information pour
le Développement)
DCC (Délégation
Catholique pour la
Coopération)
Étudiants et
Développement
C.S.M. Instituts
Missionnaires
Féminins
Ligue de
l'enseignement
Justice et Paix
Réseau Foi et
Justice Afrique-
Europe
RITIMO
Secours
Catholique -
Caritas France
Service d'Entraide
et de Liaison
Service Protestant
de Mission
DEFAP
Solidarité Laïque

D'un Sommet à l'autre :

Vers une annulation totale?

Les principaux pays créanciers, dont la France, se sont maintenant engagés à des allègements de dette supplémentaires : une nouvelle initiative globale verra-t-elle le jour au prochain Sommet du G7 à Okinawa en juillet 2000 ?

La première rencontre Union européenne – Afrique qui s'est tenu les 3 et 4 avril au Caire a été l'occasion pour les représentants des pays africains de demander avec force une annulation totale de la dette qui pèse sur leurs populations.

Face à cette demande vitale pour leur développement, la France et l'Allemagne, dans la foulée du Royaume-Uni et d'autres pays, ont annoncé une annulation à 100 % de leurs créances bilatérales.

Cependant malgré ces effets d'annonce, la France n'envisage pas d'annuler l'ensemble des créances qu'elle détient sur les pays les plus pauvres. Les promesses de la France en matière d'annulation sont en effet toujours à l'heure actuelle de 45 Mds de FF soit 57 % de la dette des 42 pays pauvres très endettés.

Par ailleurs, l'initiative de Cologne, même renforcée par des allègements bilatéraux supplémentaires, est toujours largement insuffisante et surtout **beaucoup trop lente.**

Seulement 5 pays ont bénéficié des allègements de dette décidés à Cologne

Le principal obstacle se situe maintenant au niveau de la dette multilatérale, le FMI restant notamment le principal réfractaire aux annulations de dette.

La France et les autres pays du G7 qui sont à la fois les principaux créanciers des pays pauvres et les principaux actionnaires du FMI et de la Banque mondiale doivent agir maintenant. La pression sur le gouvernement français doit se faire massive pour qu'une solution globale soit trouvée au prochain Sommet du G7 à Okinawa en juillet 2000.

**⇒ Mobilisation exceptionnelle le 19 juin
dans toute la France**

L'annonce de Jacques Chirac :

A l'occasion du sommet UE - Afrique, le Président Jacques Chirac a annoncé que la France annulerait « 100 % » de la dette des pays pauvres très endettés. Cependant, les services du ministère des Finances se sont empressés d'ajouter qu'il s'agissait en fait de 100% de la dette « éligible au Club de Paris », c'est-à-dire que la partie des créances commerciales souscrite après le milieu des années 80 n'est pas annulée !

Manifestation internationale devant le Club de Paris

La campagne française et Attac, avec le soutien de plusieurs campagnes du Nord et du Sud, ont organisé une manifestation internationale, le 12 avril dernier, devant le Club de Paris.

Il s'agit d'une instance informelle regroupant les principaux pays créanciers.

Cette manifestation a rassemblé près d'un millier de personnes devant le Ministère des Finances qui héberge l'institution.

Une délégation a été reçue par M. de Fontaine-Vive, vice-président du Club de Paris. Le manque de **transparence** du « Club » a été au centre des débats, le secrétariat du Club admettant que des progrès pouvaient être faits ! A suivre ...

Où en est-on réellement des annulations de dette?

« Les allègements de dette promis l'année dernière doivent encore se matérialiser » affirmait le 14 mars dernier Kofi Annan, le Secrétaire Général des Nations unies.

En effet, aujourd'hui seuls **5 pays** (Ouganda, Bolivie, Mauritanie, Mozambique et Tanzanie) ont commencé à recevoir des allègements de dette. Ces mesures ne concernent pour l'instant que le service de la dette (versé annuellement) : **aucun pays n'a encore reçu d'annulation de son stock de dette**

De plus pour ces 5 pays, les mesures actuelles **ne réduisent le service de la dette que de 35%** en moyenne (seulement 7% pour la Tanzanie).

Par ailleurs, les allègements supplémentaires de dette bilatérale annoncés par la France et les autres pays du G7 ces derniers mois, ne se matérialiseront qu'une fois le processus de conditionnalité du FMI et de la Banque mondiale satisfait, soit dans 2 à 3 ans au minimum.

Voir le document de la campagne « l'initiative PPTE au delà des effets d'annonce ».

Quel coût pour la France?

Le nouveau ministre des Finances Laurent Fabius a enfin annoncé devant l'Assemblée nationale le coût budgétaire pour la France de l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés. Les chiffres correspondent aux estimations de la campagne : « **8 milliards de francs, étalés entre 2000 et 2003** », soit pour les 4 prochaines années environ 2 milliards de francs par an. Si cette somme paraît importante elle ne représente **que 0,8% du budget annuel du ministère de la Défense** qui s'élève lui à 234 milliards de francs. Autant dire que l'annulation de la dette n'est pas un problème financier pour la France mais bien une question de choix politique.

Objectif Okinawa

La mobilisation de cette année 2000 aura déjà permis de dépasser le compromis bancal de Cologne. En ce début d'année tous les pays du G7 ont annoncé des mesures d'allègements supplémentaires dans un cadre bilatéral, c'est-à-dire en dehors de l'initiative de Cologne. **Les initiatives bilatérales doivent maintenant se regrouper** afin de parvenir au prochain G7 d'Okinawa, à une nouvelle initiative plus ambitieuse, avec notamment une annulation de la **dette multilatérale** (FMI, Banque mondiale, Banques régionales de développement).

Pourtant, rien n'est gagné d'avance et le Japon par exemple, souhaiterait que le sujet de la dette ne soit pas à l'ordre du jour. Les campagnes de tous les pays font directement pression sur leur gouvernement pour qu'une véritable solution soit mise en œuvre à Okinawa.

L'action du 19 juin (voir page 4) sera le moment phare de notre mobilisation cette année, avec des actions dans toute la France.

Au Sud les campagnes pour l'annulation de la dette se mobilisent !

Le Tribunal de la Dette Extérieure Brésilienne

Promu par différents mouvements sociaux, ONG et églises chrétiennes, ce tribunal populaire de la dette extérieure s'est tenu à Rio de Janeiro du 26 au 28 avril 1999. L'objectif de cette rencontre était de cerner le rapport entre la dette extérieure et la situation d'injustice et de misère que vit le Brésil. Voici un extrait du verdict :

*« Les participants du tribunal de la dette extérieure décident, à l'unanimité, que : La dette extérieure brésilienne ayant été contractée hors des limites légales nationales et internationales, et sans l'avis de la société, ayant favorisé exclusivement les élites **au détriment de la majorité de la population**, et portant atteinte à la souveraineté nationale, est injuste et insoutenable éthiquement, juridiquement et politiquement...*

*Le Tribunal condamne le processus d'endettement brésilien comme **injuste et illégitime**.*

Il rend les élites dominantes responsables de l'endettement excessif et d'avoir renoncé à un projet national de développement pour le Brésil... »

« 106 ans pour rembourser la dette du Mali »

Interview de Moussa Sissoko, président de l'ONG malienne "Mali Enjeu", ancien secrétaire général de la coordination des ONG maliennes CCA-ONG, est l'un des porte-parole de la campagne Jubilé 2000 Mali, il est également membre du « comité des partenaires » de la campagne française (voir ci-dessous).

"La dette de l'Afrique sub-saharienne représente près de 250 milliards de US \$. A ce stade, sur la base des remboursements actuels, il faudrait 156 ans à ce sous-continent pour rembourser sa dette, 106 ans pour le Mali..."

*Au regard des ravages qui résultent de la dette, une annulation s'impose. **La solution à la crise de la dette ne saurait être ni technique, ni économique. Elle est politique.***

*Depuis septembre 1999, une concertation a lieu entre les ONG maliennes et le gouvernement sur la mise en place de "**fonds de contrepartie**" alimentés par l'annulation de la dette du Mali. Il s'agirait d'un fonds destiné à financer des projets de développement, géré de façon tripartite entre l'Etat malien, des représentants de la société civile du pays et les pays créanciers. C'est pour nous un grand espoir d'être partie prenante de cette opération afin de garantir que les fonds ainsi dégagés vont servir réellement au développement des populations les plus pauvres. La tâche ne sera pas aisée. Mais c'est l'avenir de notre peuple qui est en jeu !"*

Mali :

- Indice de développement humain: 171^{ème} rang sur 174 en 1998
- Dette extérieure en 1996 : 2,96 milliards de US\$
- Service de la dette : 66 millions de US\$/an

Comité des partenaires :

Un comité consultatif de partenaires a été créé par la campagne afin d'apporter des conseils au collectif dans ses prises de position, ses choix stratégiques et afin d'intervenir dans les médias. Le comité est composé de Samuel YAMEOGO du Burkina Faso, de Norbert KENNE du Cameroun, de Moussa SISSOKO du Mali, de Bouzid SENNANE d'Algérie, de Raouf NAJJAR de Jordanie.

Rencontre des campagnes Jubilé Sud

Des représentants des campagnes Jubilé 2000 de 35 pays du Sud se sont réunis à Gauteng en Afrique du Sud du 18 au 21 novembre 1999. Quelques extraits de leur déclaration :

"La dette extérieure des pays du Sud est illégitime et immorale.

Elle a déjà été remboursée plusieurs fois....

Par conséquent, nous refusons le pillage continu du Sud sous prétexte de remboursement de la dette.

En fait, ce sont les peuples du Sud qui sont les créanciers d'une dette historique, sociale et écologique...

*Notre objectif est celui d'un "millénaire sans dette", y compris le **remboursement par le Nord de la dette qu'il a à l'égard du Sud...***

*Les peuples du Sud ne demanderont pas l'aide du Nord mais **restitution et réparation**"*

Plus d'informations sur le site internet :

www.dette2000.org

Mobilisation dans toute la France pour le 19 juin 2000

Le 19 juin marquera le premier anniversaire du Sommet du G7 à Cologne. Cette année sous le thème « le Sud ne voit rien venir ! », nous faisons pression chaque mois sur le gouvernement pour qu'il annule réellement la dette de ces pays et aujourd'hui l'objectif paraît proche. A la veille du sommet du G7 qui se tiendra à **Okinawa** au Japon du 21 au 23 juillet, il est plus que jamais nécessaire de rappeler avec force au gouvernement notre demande.

Une action dans chaque département devant les préfetures

Le 19 juin sera le point d'orgue de notre mobilisation. Partout en France, les groupes locaux des organisations de la campagne et tous les citoyens conscients du problème de la dette feront entendre leur voix, en s'adressant aux Préfets qui sont les représentants de l'Etat dans leur département.

Les groupes locaux des organisations de la campagne vont se coordonner pour l'organisation de la mobilisation. Un « **Kit de mobilisation** pour le 19 juin » est disponible auprès du secrétariat de la campagne et des organisations du collectif.

Les syndicats dans la campagne :

Les syndicats des pays du Sud participent activement aux campagnes pour l'annulation de la dette dans leur pays. Depuis janvier 2000 trois syndicats (CFDT, CFTC, CGT) ont rejoint la campagne en France permettant ainsi à la mobilisation de prendre encore de l'ampleur.

Les actions des 19 sont une réussite !

Vous envoyez déjà tous certainement votre message chaque mois au ministre des Finances. Ce message demande au gouvernement français d'annuler MAINTENANT la dette des pays les plus pauvres à l'égard de la France, dans la transparence, avec la participation des sociétés civiles et de revoir avec les autres membres du G7 les mesures décidées à Cologne pour relever le déficit du développement humain.

L'action porte ses fruits puisque les organisations de la campagne sont enfin invitées au ministère des Finances pour renouer le dialogue sur le problème de la dette. D'après les syndicats du ministère des Finances, les bureaux sont envahis de messages : plusieurs milliers de courriers, de fax et d'e-mail encombrant les bureaux et les ordinateurs. **Les revendications de la campagne ne peuvent plus être ignorées.**

Document diffusé par :

Secrétariat et coordination de la campagne

CCFD - Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement
4 rue Jean-Lantier, 75001 PARIS - Tél: 01 44 82 81 53 - Fax : 01.44.82.81.45
E-mail : dette2000.jp@ccfd.asso.fr
Site internet : www.dette2000.org

Les organisations qui soutiennent la campagne:

Afrique Verte
Aide Fédération (Fédération des agences internationales pour le développement)
Andines
Anima'fac
Appel des Cent pour la paix
BDE - ISTOM (Bureau des élèves - Institut des Sciences et Techniques pour l'Outremer)
BIOFORCE
CADR (Collectif des Associations de Développement - Région Rhône-Alpes)
CANVA (Coordination de l'Action Non violente de l'Arche)
CASI Bretagne (Collectif des associations de solidarité internationale)
CFDT (Confédération française et démocratique du travail)
CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens)
CGT (Confédération générale du travail)
CICDA (Centre international de coopération pour le développement agricole)
CRIDEV
CRISLA (Centre de Réflexion d'Information et de Solidarité avec l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine)
CUN du Larzac
Emmaüs France
Emmaüs international
Enda Tiers-Monde
Fédération Artisans du monde
Fédération Française des Associations Chrétiennes d'Etudiants (FFACE)
Fédération Française des Clubs UNESCO
France Libertés (Fondation Danielle Mitterrand)
Frères des Hommes
Groupe Développement
Groupe non-violent Louis Lecoin
Handicap international
Ingénieurs sans frontières
Ligue Africaine des Droits de l'Homme
LIFPL (Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté)
Max Havelaar
MIR (Mouvement international de la réconciliation)
MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples)
Partage
Peuples Solidaires
RENAPAS (Rencontre nationale avec le peuple d'Afrique du Sud)
SCI (Service Civil International)
Service de Coopération au Développement
Solagrall
Solidariterre
Survie
Terre des Hommes
UCJG - YMCA (Union Chrétienne des jeunes-gens)